

AUDITION PAR LA COMMISSION DU FORUM
« LES SOCIALISTES ET LE MARCHE »

La France et l'Europe dans la mondialisation

Stefan COLLIGNON

23/10/07

Je vais essayer, tout d'abord, de répondre à la question de la globalisation d'un point de vue socialiste. Je vais, en premier lieu, faire un point sur la crise, les crises que nous affrontons, et voir ensuite comment nous pourrions nous en sortir.

Tout d'abord, laissez moi vous dire que j'ai été un peu perplexe quand j'ai reçu l'invitation pour un atelier qui réfléchissait sur la question du marché. En effet, nous sommes quand même en 2007, ce qui veut dire que 18 ans ont passé depuis la chute du mur de Berlin. Il y a un mois, je participais à un débat au sein de la gauche du parti social démocrate, sur le nouveau programme fondamental. La question du marché a été évoquée là aussi et l'avis a été unanime pour dire qu'elle avait été réglée par l'histoire. En fait, en 1958, dans son programme de Bad Godesberg, le SPD avait trouvé cette formule typiquement sociale-démocrate : « Autant de marché que possible, autant d'État que nécessaire ». C'était une façon de fermer le débat des années 50 au sein du SPD. Aujourd'hui, cette formule nous paraît totalement inappropriée.

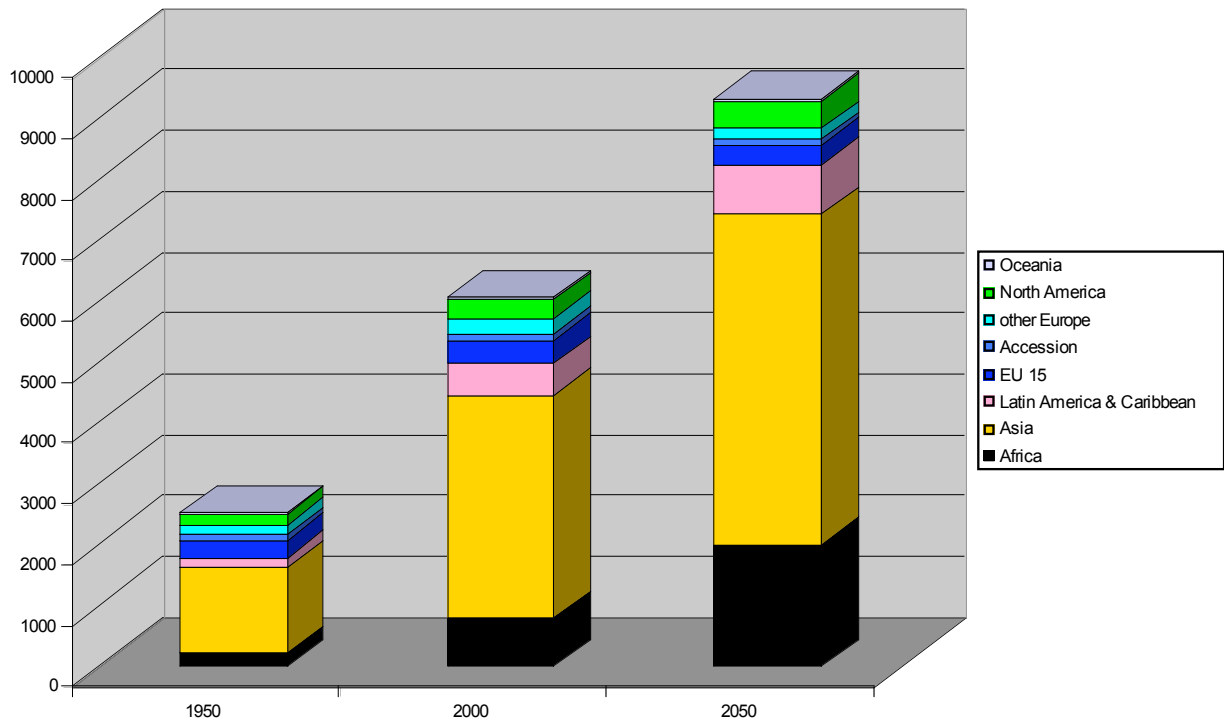
Je pense qu'il y a une reformulation beaucoup plus moderne et adéquate : nous pouvons alors parler de biens privés et de biens publics dont les citoyens sont, en fait, les propriétaires. Le marché est capable, toutes les théories économiques le démontrent, de régler efficacement l'approvisionnement des biens privés. Par contre les biens publics doivent être gérés différemment. C'est là où l'État a son sens : il est la seule institution qui permet à chaque citoyen de participer aux décisions à travers le suffrage universel. L'État Démocratique est donc l'institution qui assure l'égalité politique des citoyens dans la gestion des biens collectifs. Ces biens publics peuvent être situés à des niveaux différents : dans la commune, dans la région, au niveau de la nation, évidemment aussi au niveau de l'Europe. Je parlerai beaucoup de ces biens publics européens. Mais il y a aussi des biens publics mondiaux : le climat, la qualité de la survie de l'humanité sont des biens publics à l'échelle mondiale.

I- La globalisation comme défi pour l'Europe

A- LE PROBLEME DE L'ECONOMIE EUROPEENNE

La mondialisation nous impose de nouveaux problèmes et de nouvelles crises à affronter. Nous le savons tous, elle se traduit par **un modèle social sous pression** partout en Europe ; il y a trop de chômage qui dure trop longtemps, la croissance est insuffisante, la dette publique ne bouge pas, les services publics deviennent trop chers, les coûts de la santé publique augmentent et la retraite devient précaire.

World Population



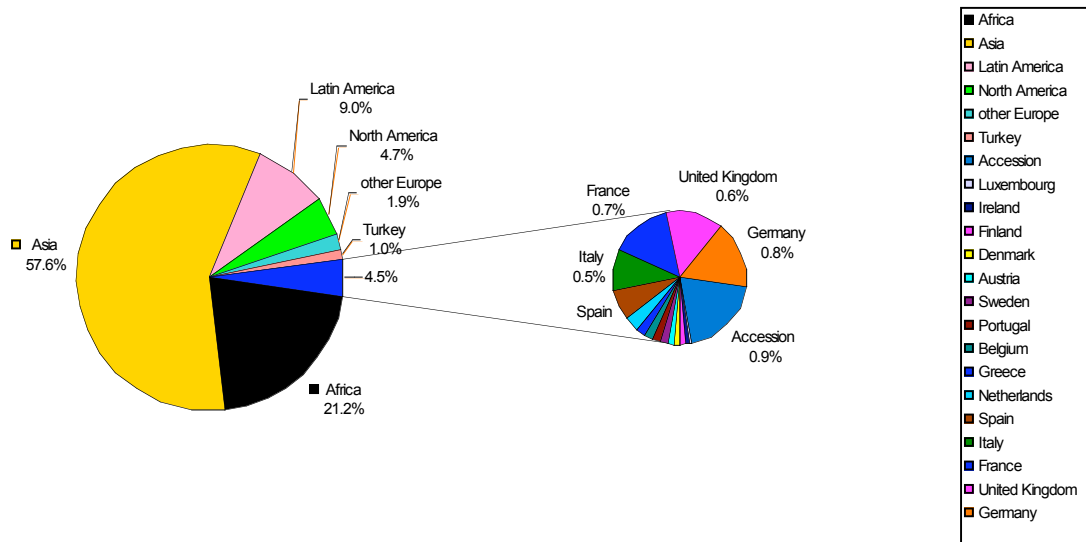
La pression de la population mondiale.

Quelles sont les raisons de la mondialisation ? Est-ce l'Europe ? Le néolibéralisme ? Sûrement la politique y joue un rôle important. La Birmanie et la Corée nous montrent que l'on peut se tenir à l'écart de la globalisation - avec des conséquences dramatiques. Mais il ne faut pas ignorer qu'il y a des forces matérielles qui sont plus fortes que la volonté politique. Le graphique 1 nous montre l'augmentation de la population mondiale. Il est important de bien garder à l'esprit ce graphique. En 1951, quand je suis né, il y avait deux milliards et demi de personnes qui vivaient sur la planète, aujourd'hui nous sommes un peu plus de six milliards et, en 2050, la population mondiale devrait se stabiliser autour de neuf milliards.

Cela crée des pressions importantes par rapport aux ressources de la planète. Mais, ce que l'on peut constater, c'est que la croissance de la population est inégale au niveau mondial : elle est importante surtout en Asie et en Afrique, minime aux Etats-Unis et négative en Europe. Evidemment, cela veut dire aussi que les marchés, et leur taille, la production et la consommation mondiale, vont se déplacer de l'Europe vers d'autres zones du monde. Autre conséquence importante, c'est la part de certaines populations, dites nationales, dans la population mondiale qui est en train de baisser.

Nous voyons sur le graphique 2 que l'Europe des 25 ou 27 pays ne représentera en 2050 que 4,5% de la population mondiale. Aucun des pays européens n'en représentera plus de 1%.

World Population in 2050



Donc, c'est une aberration de penser encore que la France, l'Allemagne et le Royaume Uni sont de grandes nations. Ce sont de petits nains à l'échelle mondiale et il est grand temps de réfléchir à la façon dont on pourrait maintenir **une influence ensemble**.

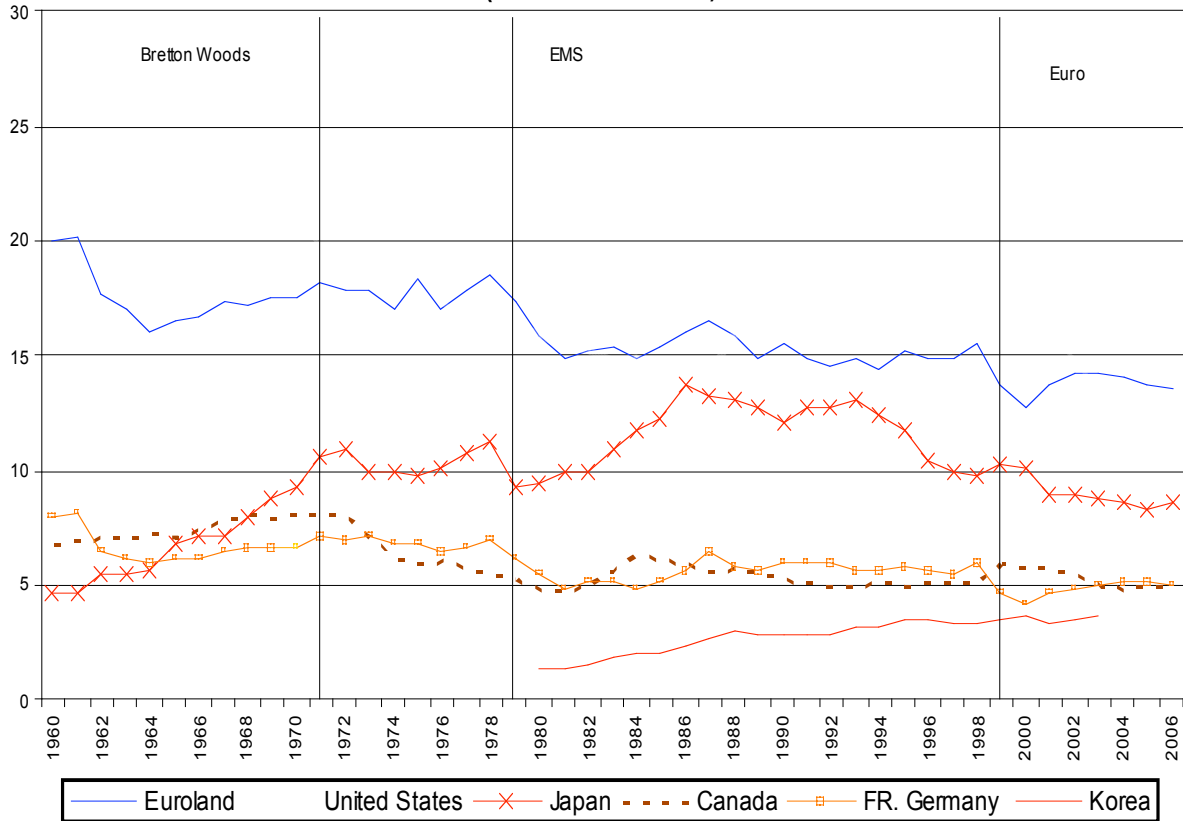
Avec le changement du poids relatif des populations, le rôle de la vieille Europe évolue évidemment aussi par rapport au commerce mondial. Cette évolution a été renforcée par l'ouverture de la Chine et l'effondrement de l'Union Soviétique.

Le graphique 3 montre pour l'Europe et les Etats-Unis, c'est-à-dire les pays les plus industrialisés, la part du commerce international (hors commerce intra européen). Depuis quelques décennies, elle baisse continuellement, alors qu'elle augmente pour les pays asiatiques, notamment pour la Chine, qui, avec le commerce de Hong-Kong, dépasse aujourd'hui la part des Etats-Unis. Même s'il y a des facteurs politiques dans cette évolution, elle reflète aussi le changement de la population mondiale. Et n'oublions pas : qui dit population, dit aussi force de travail. L'emploi augmente en Asie, peut être aussi en Afrique et en Amérique Latine, mais il baisse relativement en Europe.

Évidemment, cela pose des questions sur le modèle social européen. Pour autant, il faut faire preuve d'un peu de subtilité sur ce sujet-là. Il n'y a pas un seul modèle social, il y a des diversités historiques de différents modèles dont nous pouvons distinguer trois types:

- **le social-démocrate**, que l'on trouve en Scandinavie. Il est basé essentiellement sur les valeurs de l'égalité politique et matérielle.
- **le modèle conservateur**, qui est surtout celui de l'Europe centrale, de l'Europe continentale. Il est basé sur la fraternité chrétienne, la hiérarchie étatique et sur la « *Fürsorge* » paternaliste. Il est souvent lié à des catégories socio-professionnelles.
- **le modèle libéral**, plutôt anglo-saxon, où la liberté et la responsabilité individuelle sont les valeurs principales.

Figure 6. Export Shares in World Trade
(net of intra EU trade)



Quel est le modèle le plus compétitif ?

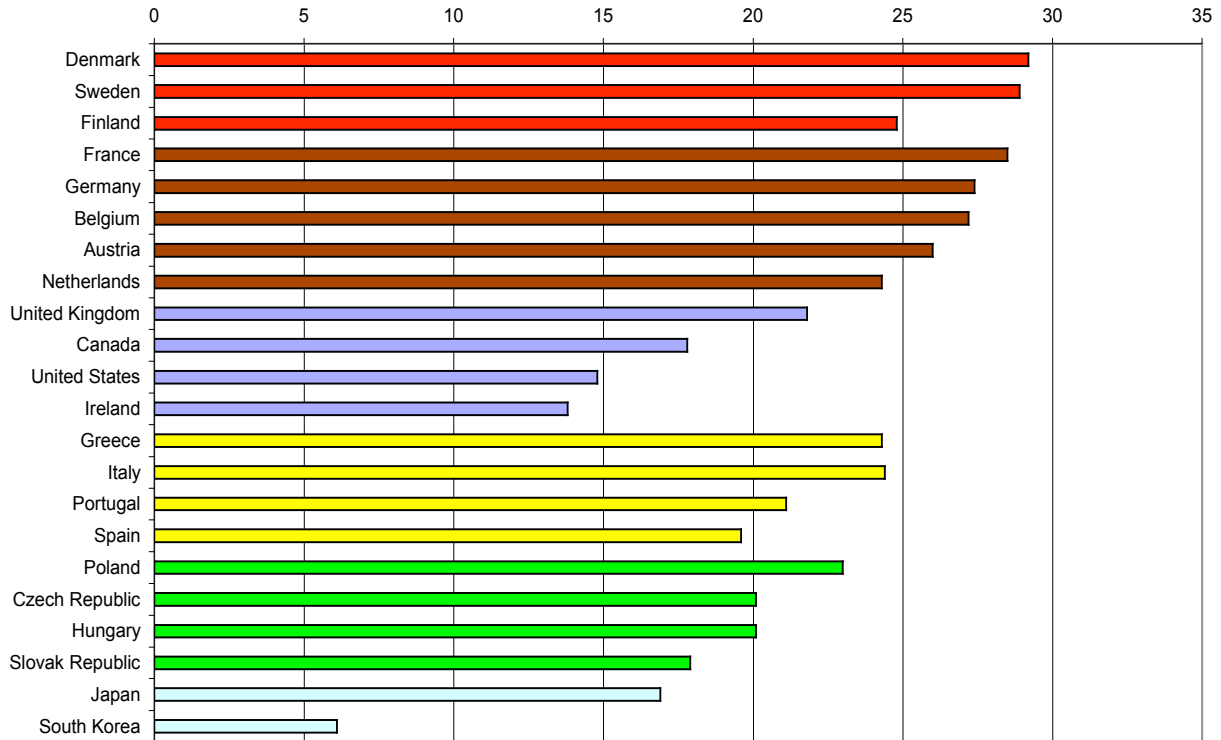
Soyons clair, il n'y a pas de concurrence entre les différents systèmes sociaux en Europe. Si elle existait, cette concurrence imposerait un système gagnant après avoir voué les autres à l'échec. Ce n'est pas le cas. Par contre on peut se poser des questions sur l'efficacité des systèmes sociaux et leur besoin de réforme. Les modèles sociaux sont jugés par rapport aux dépenses sociales relatives au PIB. Cf. graphique 4. En fait, c'est dans le modèle scandinave, social-démocrate, que les dépenses sont bien plus importantes que dans le modèle libéral. Mais les dépenses publiques dans le modèle conservateur ne sont pas tellement différentes de celles du modèle social démocrate. Les autres pays du sud et de l'Europe de l'Est se trouvent un peu entre les deux.

Mais la question est de savoir ce que cela implique comme conséquence ?

En tant que socialiste, je considère que pour qu'un modèle social soit efficace, il doit y avoir 2 critères :

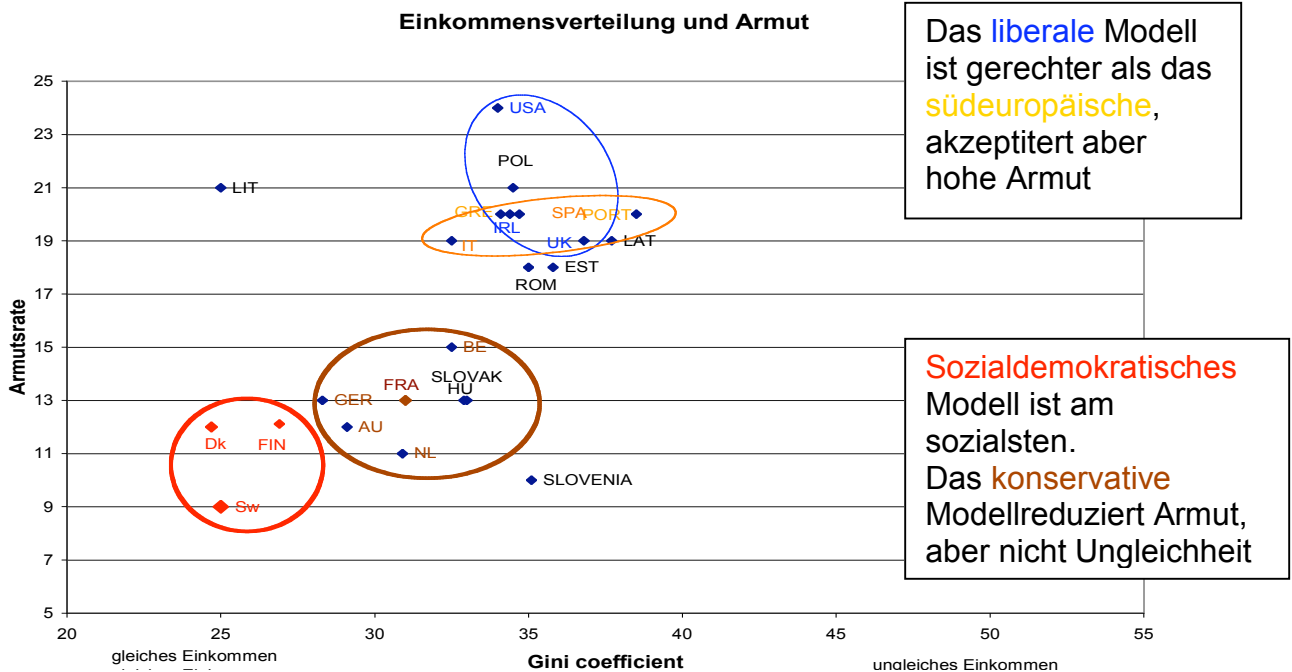
- est-ce qu'il réduit la pauvreté ?
- est-ce qu'il augmente l'égalité entre les citoyens ?

Sozialausgaben as % des BIP 2005



Sur le schéma présenté en graphique 5, le modèle libéral semble avoir plus d'équité sociale que le modèle de l'Europe du sud. Mais il accepte volontairement un degré de pauvreté plus élevé. Le modèle social-démocrate est, bien entendu, celui où il y a le plus de justice sociale. Et le modèle conservateur réduit la pauvreté mais ne réduit pas l'inégalité.

Cependant, étant donné que les dépenses sont à peu près du même niveau entre le modèle conservateur et le modèle social-démocrate, je considère personnellement que l'argent est mieux dépensé dans le modèle social-démocrate que dans le modèle conservateur qui est si cher aux Allemands et aux Français.



Comment cela a-t-il affecté la dynamique économique ?

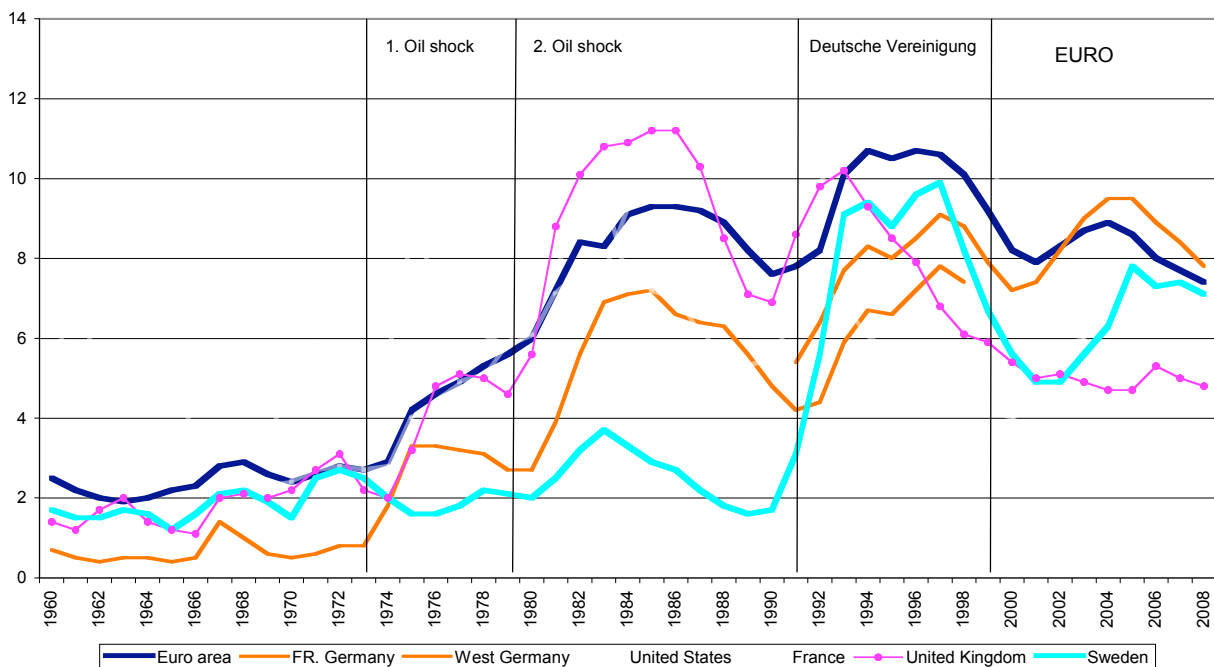
Si les modèles sociaux sont différents et ne convergent pas automatiquement sous la pression du marché, ont-ils, en revanche, un effet sur la dynamique économique ?

Premièrement, la croissance est la base de la politique sociale. La question qui nous préoccupe le plus souvent est le chômage. Voir graphique 6. En Europe, le chômage a la particularité d'avoir été extrêmement bas pendant les Trente Glorieuses, puis il a augmenté pendant les années 70 suite aux crises pétrolières et à la grande inflation ; pendant les années 80, il a commencé à se réduire, et finalement, on constate que les années 90 ont été un mauvais passage pour l'ensemble de l'Europe, après le choc de la réunification allemande.

Quel rapport entre modèle social, croissance et chômage ?

Le problème en Europe a longtemps été appréhendé comme la conséquence d'un engrenage : on observait des chocs augmentant fortement le chômage, mais à la suite desquels, la baisse du chômage n'était pas suffisante pour revenir au point initial ; la cause étant la rigidité du système.

Figure 1. Unemployment rates

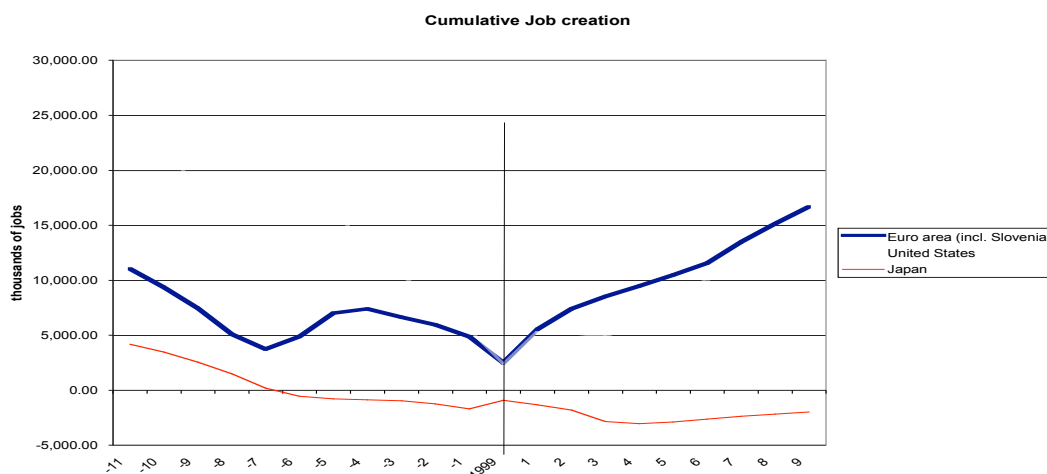


Or, personnellement, je n'ai jamais entièrement souscrit à cette thèse : la raison du manque de croissance par la suite, avait beaucoup plus à voir avec le manque d'une macroéconomie concertée. En fait, on voit que depuis la création de l'euro, cet effet d'engrenage, de ne jamais revenir au point de départ, s'est inversé. Aujourd'hui quand il y a des chocs, comme celui après l'attaque du 11 septembre, avec son impact sur l'économie américaine et mondiale, on voit que le chômage remonte, mais que par la suite, il semble baisser plus que ce qu'il n'avait augmenté.

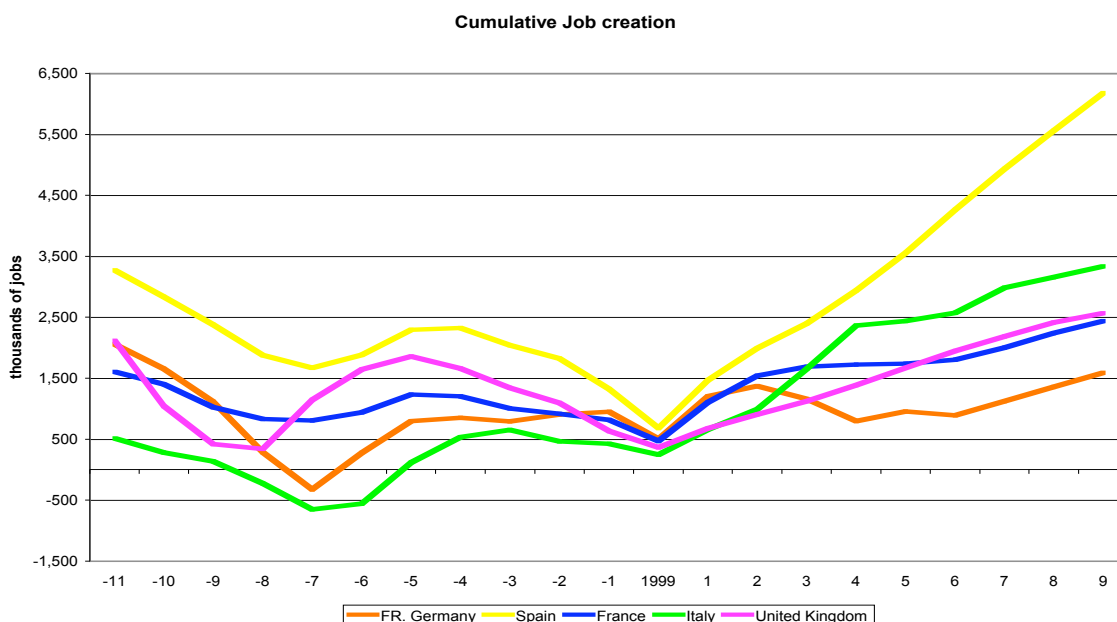
C'est un signe que la création de l'euro nous a donné un instrument pour mieux gérer l'économie macro-économique. Seulement, le progrès est long. Et il est long parce que nous n'avons pas encore la pleine efficacité des instruments macro-économiques que nous pourrions avoir, étant donné que nous avons une monnaie commune et un grand marché.

L'euro a été un moyen extraordinaire pour la création d'emploi

On voit sur le graphique 7, que pour l'Europe, la création de l'euro correspond à une énorme augmentation de nouveaux emplois, bien plus que dans les années précédentes, et aussi bien, sinon plus que pour les Etats Unis. C'est-à-dire que la performance européenne en création d'emplois est aujourd'hui plus importante qu'aux Etats-Unis.



En même temps, on constate qu'il y a des divergences importantes entre les différents pays à l'intérieur de la zone euro. L'Espagne est le pays qui a créé le plus d'emplois, en Italie la création d'emplois est honorable, en revanche, en France elle est beaucoup moins bien et en Allemagne elle est catastrophique.



La dynamique économique ou comment créer des emplois ?

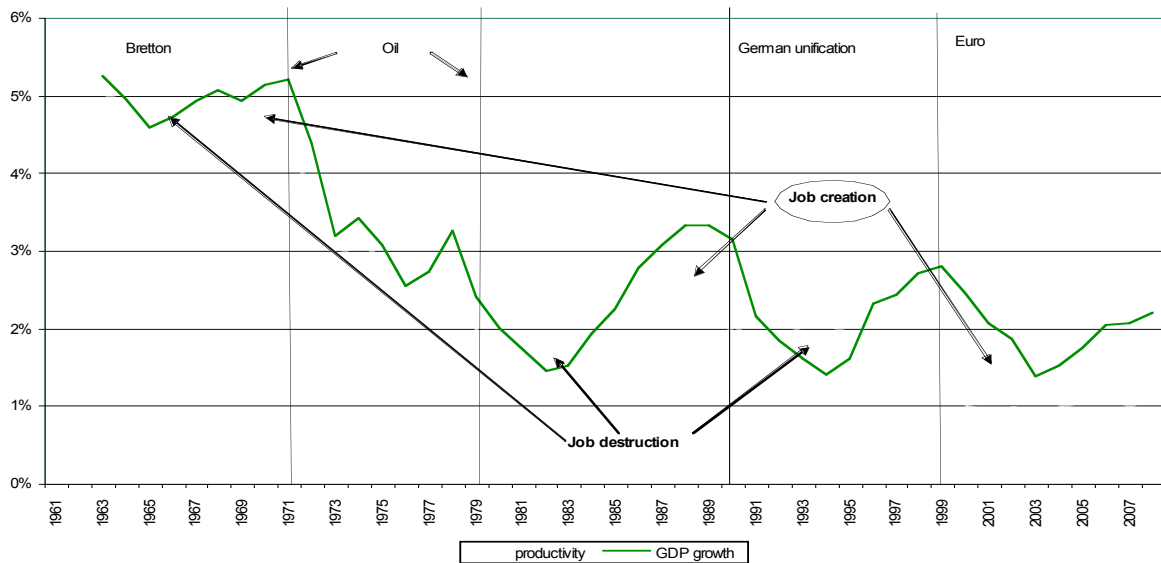
D'un point de vue théorique, il n'y a pas de mystère :

- **L'emploi se crée quand le Produit National Brut croît plus vite que la productivité.** C'est une tautologie.
- **La productivité dépend des investissements et aussi de certaines réformes structurelles.** Disons le clairement : la productivité est désirable car elle augmente d'un côté le choix des consommateurs et en même temps elle crée le pouvoir d'achat réel des citoyens et des employés.
- **Mais la croissance dépend aussi de la demande macro-économique** qui doit être suffisante pour qu'au moins ce qui est produit soit, par la suite, vendu et consommé. Or c'est là où le bât blesse.

La croissance en Euroland

On observe sur le graphique 9 des périodes de créations d'emplois où la courbe de croissance économique (courbe supérieure) a été plus forte que la productivité. L'augmentation de la productivité a baissé significativement ces dernières années. Elle est aujourd'hui uniquement autour de 1 %. Toute l'excitation sur les réformes de Lisbonne, « devenir l'économie la plus dynamique au monde », ne se traduit pas dans les faits. Par contre, depuis la création de l'euro, la croissance économique a été supérieure à la productivité. C'est pour cela que nous avons eu cette importante création d'emplois. Mais l'on remarque aussi, finalement, que l'on pourrait mieux faire. Dans la période précédent les années 90, on constate qu'il y avait même destruction d'emplois.

Figure 2. Job creation in the Euro area
(5 year moving average)



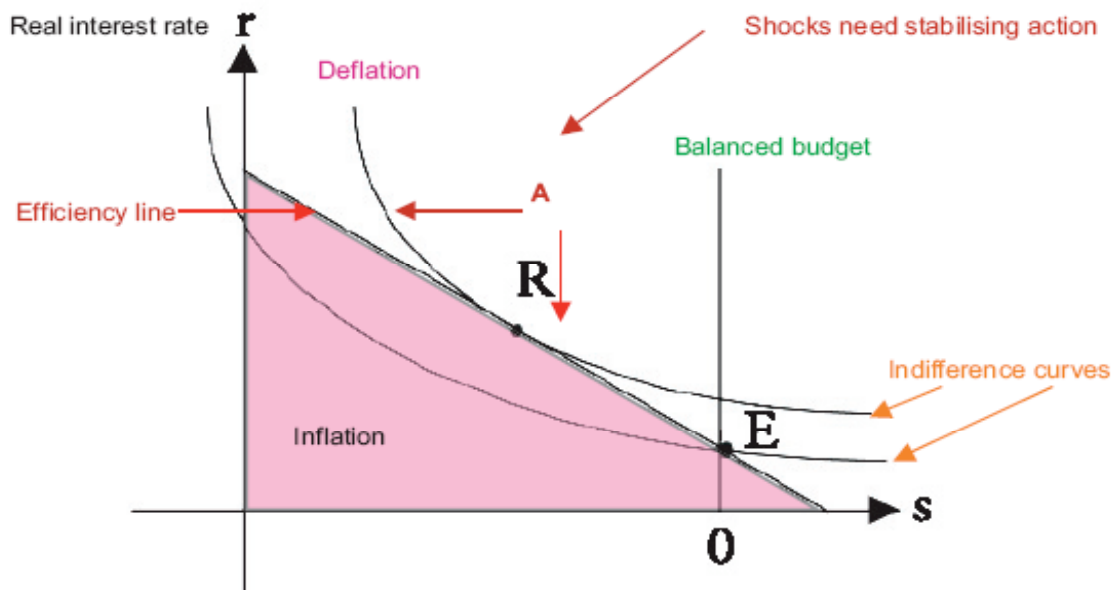
Alors, comment faire pour que cela marche mieux ?

Le problème de la zone euro, le problème de l'Europe : la policy mix.

La croissance du PIB, c'est à dire l'augmentation des biens est des produits vendus, dépend de la policy mix, c'est-à-dire l'interaction de la politique monétaire et de la politique budgétaire. Si elle est efficace, elle trouve un équilibre macroéconomique où l'offre totale de l'économie est absorbée par la demande agrégée.

Le graphique 10 montre le principe de la relation entre les deux politiques. La politique monétaire est représentée par le taux d'intérêt réel (r) sur l'axe vertical ; la politique budgétaire représente le solde budgétaire sur l'axe horizontal. La ligne de l'équilibre macroéconomique s'incline de gauche à droite car un déficit budgétaire élevé (stimulation budgétaire) nécessite une politique budgétaire restrictive afin de maintenir une demande effective qui est en accord avec l'offre. Au-delà de cette ligne, l'économie se trouve dans un déséquilibre déflationniste (les taux d'intérêts sont trop élevés par rapport à la politique budgétaire) et, inversement, elle est dans une situation inflationniste au-dessous de la ligne. Or sur la ligne d'équilibre, chaque combinaison est compatible avec une économie où règne la stabilité des prix, comme l'avait prévu les Traités Européens. Mais ils n'ont pas tous le même impact sur la croissance et la création d'emplois, un déficit élevé reporte le paiement dans l'avenir pour les biens publics, ce qui peut stimuler la demande à court terme ; mais, en même temps, il pousse le taux d'intérêt d'équilibre à un niveau plus élevé, ce qui réduit l'investissement réel et la création d'emplois. Par contre, un budget équilibré réduit à moyen terme les taux d'intérêt et le chômage. Le fait de réaliser tel point sur la courbe appartient à des choix politiques.

Figure 10 The optimal policy mix

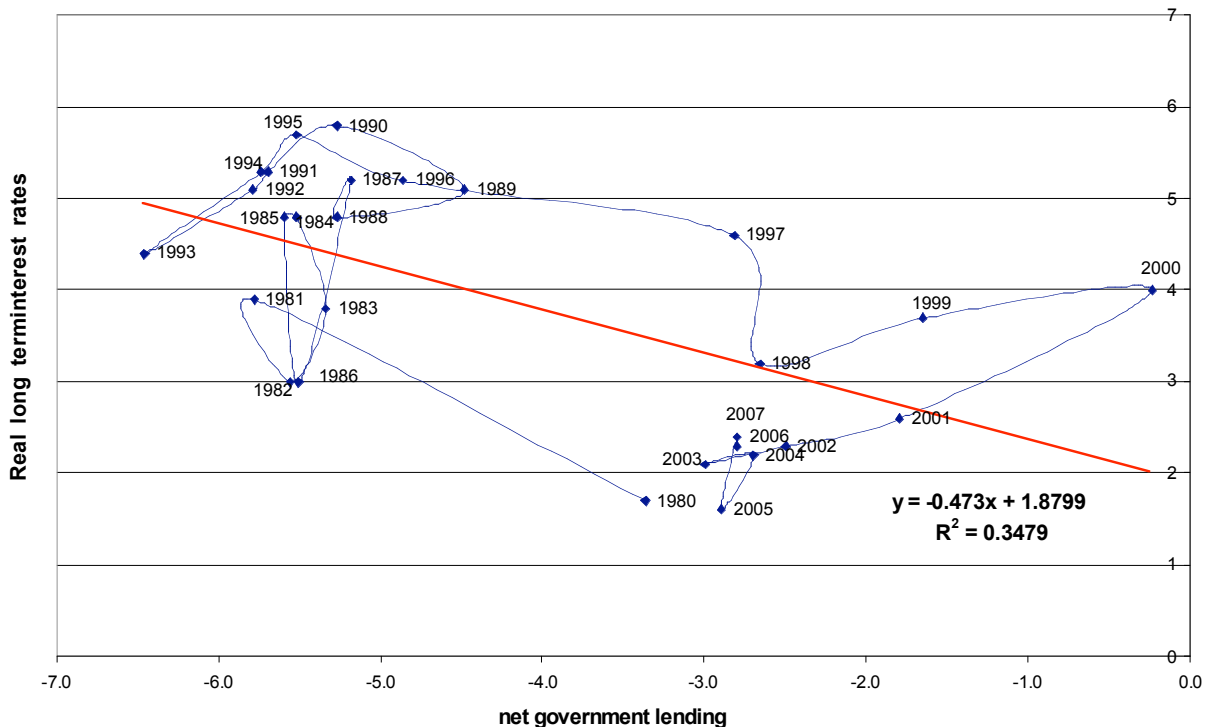


En se référant à l'exemple américain, Dominique Strauss-Kahn quand il était ministre des Finances, appliquait les points à la gauche de cette ligne d'équilibre, la policy mix Reagan Volker, caractérisée par des taux d'intérêt élevés et une politique budgétaire laxiste qui favorisait ceux qui sont propriétaires des obligations et les marchés financiers, etc... Mais alternativement, la policy mix, Clinton Greenspan, contribuait à des taux d'intérêt bas et à une réduction

dramatique du chômage. Selon DSK, l'Europe aurait besoin d'une policy mix à la droite de la ligne d'équilibre du graphique 10, disons proche du point E. Un tel point privilégierait une stratégie socialiste européenne, avec des taux d'intérêt bas, une croissance rapide et une forte création d'emplois.

Or, en Europe, nous faisons le contraire, nous imposons un pacte de stabilité de croissance qui, en principe, détermine une fois pour toute le fait que les budgétaires structurels, c'est-à-dire les budgets ajustés aux cycles conjoncturels, doivent toujours être équilibrés. Mais personne ne s'y tient. Cela veut dire, d'un côté, que les citoyens sont privés du choix des politiques qui distribuent le poids des charges financières à travers le temps (faut-il payer aujourd'hui ou peut on emprunter et payer plus tard ?). Aux Etats-Unis, ce choix est un élément important du débat politique et de la démocratie : Clinton avait été élu en 1992 car il promettait de réduire le déficit du président Bush Senior. Al Gore a perdu car le petit Bush voulait « rendre » le surplus budgétaire aux contribuables. En Europe, ce genre de débat est institutionnellement impossible. En Europe, nous ne pouvons pas faire ça, on s'est imposé un seul choix. Et cela pose un problème par rapport à la volonté démocratique, car quand la volonté collective est différente de ce qui est imposé, la politique est ressentie comme quelque chose de négatif.

Figure 3. Euroland policy mix



Par contre nous avons un système qui pousse en permanence et automatiquement à un taux d'intérêt d'équilibre élevé. Car tant que chaque gouvernement décide de sa politique budgétaire de façon autonome alors que le niveau de taux d'intérêt dépend du volume d'emprunt collectif, le système incite les Etats membres à s'endetter à prix faible, ce qui pousse les taux d'intérêt d'équilibre en haut. Les économistes appellent cela **le problème de l'action collective** : chaque état cherche un avantage individuel, alors que les « autres » devraient assurer que l'avantage collectif soit réalisé. Mais comme chacun cherche son bénéfice au détriment des autres, l'intérêt

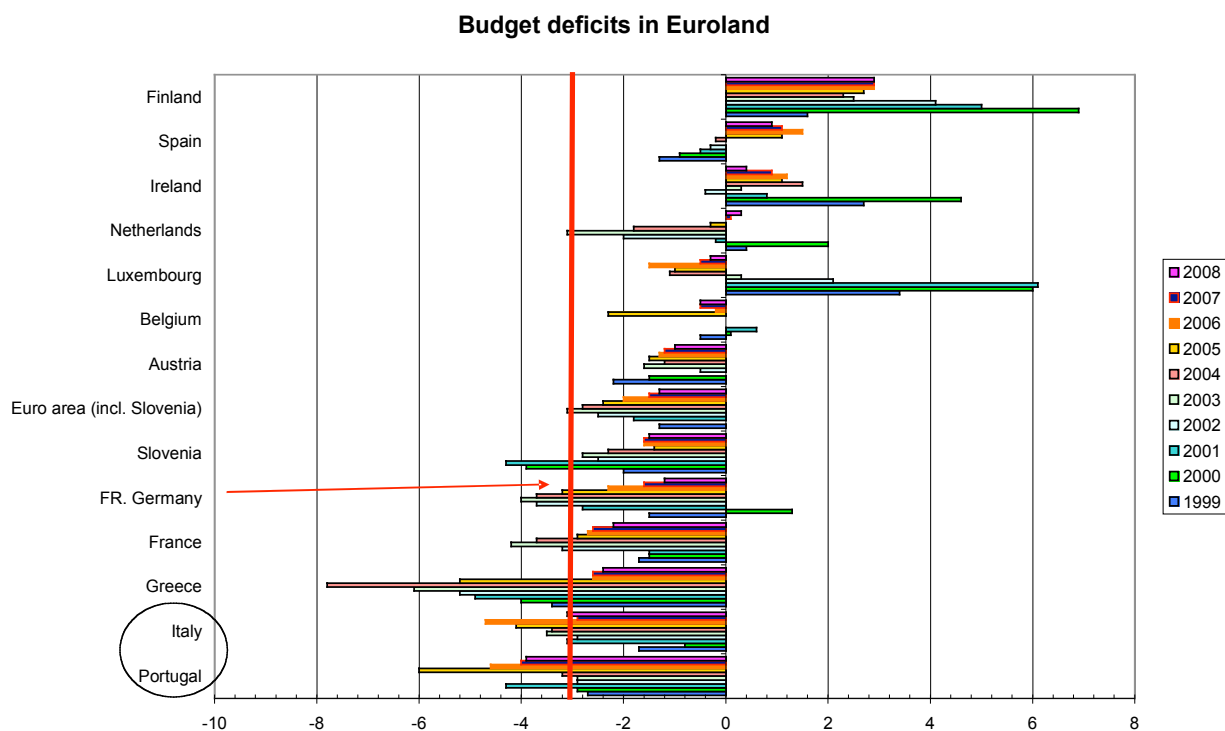
collectif n'est jamais réalisé. Les politiques budgétaires européennes suivent exactement ce modèle : si chaque Etat suivait les règles du pacte stabilité de croissance, les taux d'intérêt seraient bas. Emprunter serait donc politiquement et financièrement moins coûteux que consolider les déficits. Mais par conséquent, chaque gouvernement résiste à réduire les déficits, ce qui maintient des taux relativement élevés. Il peut être tenté de résister tant que les autres Etats membres suivent les règles du pacte. Or l'incitation est pour chacun de ne justement pas les suivre. Le policy mix reste donc sub-optimal et la croissance faible

Regardons les faits. Le graphique 12 montre la policy mix de la zone Euro. La ligne rouge représente la ligne d'équilibre dans notre graphique 11.

Où en est-on en Europe ?

Curieusement, dans la période des années 90, suite au choc de l'unification allemande, on était dans la zone super-restrictive au-delà de la ligne d'équilibre.

Or aujourd'hui, avec l'euro, on est dans une zone plus relax, plus accommodante. Donc le discours selon lequel, la Banque Centrale Européenne est trop rigide, ne correspond pas vraiment aux faits quand on le regarde dans le contexte de la politique monétaire avec la politique budgétaire. Ce que nous voyons plutôt c'est que le taux d'intérêt d'équilibre, avec un déficit budgétaire agrégé autour de 2 ou 3 %, est plus élevé que ce que prévoyait le pacte de stabilité, c'est à dire, un déficit structurel zéro.



De ce point de vue là, le problème n'est pas tellement la politique monétaire. Le problème n'est pas la Banque Centrale mais la politique budgétaire (voilà ce que Sarkozy ne comprend pas). On le voit parfaitement lorsque l'on regarde la performance des déficits en Europe, il y en a très peu qui se tiennent aux obligations prises sur l'engagement de l'Europe. Il y a une raison : les 3 % du Traité de Maastricht semblent encore être une limite non touchable. Mais le pacte de stabilité, lui, non.

La théorie de l'Action Collective, que je mentionnais plus haut, nous explique pourquoi les exportations permanentes n'ont pas de résultats. Tant que chaque gouvernement national pourra conduire sa politique budgétaire de façon autonome, pays par pays, évidemment légitimé par des élections dans chaque pays, nous n'arriverons pas à établir une policy mix qui sera optimale pour l'ensemble de la Zone Euro.

Pour la France, le comportement de *free-riding* aux dépens des autres est très clair avec la réélection de Chirac en 2002. Il avait promis de réduire les impôts sans toucher aux dépenses, aussi le déficit structurel a augmenté significativement. Sarkozy nous refait le même coup aujourd'hui.

Les autres ne pouvant pas réagir face à cela, il s'est avéré que, par conséquence, l'ensemble de la position budgétaire de la zone euro est devenue plus déficitaire. Or notre courbe des graphiques 10 et 11 montre que la Banque Centrale devait répondre par une augmentation du taux d'intérêt.

De toute façon, le taux d'équilibre sera plus élevé dans ces circonstances. Donc les mécanismes que nous avons aujourd'hui en Europe sont tels, qu'il y a une incitation pour les gouvernements à aller à l'encontre de l'intérêt général. Que chacun des autres fasse ses devoirs, mais moi, je ne suis pas concerné !

Par conséquent l'Europe souffre. Voilà ce que les nationalistes ne comprennent pas ! Quand Sarkozy va à l'Euro-groupe et dit « Ecoutez-moi, je ne vais pas tenir mes engagements » et que le ministre des finances allemand lui répond « ah, ça ne va pas, parce que pour nous c'est négatif », il s'indigne. C'est un comble, surtout quand on sait que ce sont tous les Européens y compris les Français qui devraient se fâcher contre lui.

Le vrai problème politique, économique en Europe aujourd'hui, c'est la politique budgétaire et non la BCE. C'est le manque de coordination budgétaire qui maintient les taux d'intérêt à un niveau très élevé.

Or derrière cela, la vraie complication est la souveraineté nationale et le manque de capacités de définir une policy mix optimale pour l'ensemble de la Zone Euro. Autrement dit, c'est l'alliance des conservateurs européens qui empêche les réformes d'aller au-delà de la souveraineté nationale pour une policy mix qui pourrait maintenir le modèle social en Europe.

B. LA CRISE INSTITUTIONNELLE

Il y a ainsi une réelle situation de crise institutionnelle qui n'est pas seulement due au rejet de la constitution. La constitution aurait pu, à mon avis, aider un peu, mais ce n'est pas encore ça ; et la même chose est vraie par rapport au Traité de réformes de Lisbonne que nous avons maintenant. Il y a dedans des articles qui pourraient être utilisés dans le bon sens, s'il y avait une volonté politique. Mais il y a-t-il volonté politique avec les institutions que nous avons ? Je ne le crois pas trop.

Cette crise constitutionnelle est présente partout dans la méthode intergouvernementale, que ce soit la stratégie de Lisbonne, avec sa soi-disant méthode ouverte de coordination ou que ce soit la réforme du pacte de stabilité d'il y a deux ans. Je voudrais juste éclairer un point sur la méthode ouverte de coordination, que certains politologues considèrent comme la plus grande invention depuis l'Union Européenne ; j'avais participé à la création et à l'élaboration de la stratégie de Lisbonne en travaillant avec Antonio Gutiérrez dans le groupe de travail du Parti socialiste européen sur le chômage. On avait la volonté très claire de travailler sur une stratégie macroéconomique pour une meilleure policy mix. Quand, par la suite, Gutiérrez a eu la présidence européenne, il a voulu vendre son initiative au Conseil Européen. Il s'est heurté au chancelier Gerhard Schröder qui lui a rétorqué « moi, je ne vais pas me laisser dicter par les autres ce que je dois faire ». Aussi, dans ce contexte là, Gutiérrez a cherché à sauver l'essentiel de ces idées : utiliser une méthode « ouverte » de coopération. « Ouverte » signifiant alors « sans contraintes », « sans obligations », « chacun fait ce qu'il veut ». C'est ce que l'on observe à l'heure actuelle et c'est exactement le fond du problème institutionnel.

Le problème institutionnel

La construction européenne, depuis des décennies, a créé un nombre de biens publics de plus en plus important qui concernent effectivement tous les citoyens en Europe. Dans la zone de l'euro, c'est évident : ce sont l'inflation, le taux de change, le taux d'intérêt etc... Mais, normalement, dans une démocratie, les citoyens choisissent les politiques liées à ces biens publics. Cependant, en Europe, les citoyens n'ont rien à dire sur l'administration des biens publics. Il n'y a pas de gouvernement responsable de l'intérêt collectif européen. Il y a des responsables pour des intérêts partiels. Les compromis sur les intérêts partiels entre gouvernements empêchent la réalisation du bien public. Sarkozy dit, « Je suis élu en France » ; Oui, mais en France, il y a des citoyens qui ont des biens publics français et des biens publics européens qui appartiennent aussi aux Allemands, aux Finlandais, aux Portugais etc... Et pour cela, il n'y a pas qu'un représentant, il n'y a pas qu'un agent.

La réponse institutionnelle

C'est ici que réside le fond de notre crise institutionnelle et je pense que la seule réponse que l'on puisse donner, c'est une institution européenne qui soit responsable des biens publics européens que nous partageons tous, et qui soit capable de décider et de mettre les décisions en action.

Autrement dit, il nous faut un gouvernement européen.

C. LA CRISE POLITIQUE : LE NOUVEAU NATIONALISME

La situation géostratégique après la guerre froide

A cela se heurte la crise politique, le renouveau du nationalisme, qui n'est pas seulement une conséquence des évolutions géostratégiques (partant du fait qu'on considère qu'il n'y a plus de menace du communisme). Il y a aussi derrière cela la question de la légitimité du *Welfare State*, du modèle social. En fait, la crise affecte aussi la gauche en Europe: *what's left* dans le double sens du mot : qu'est-ce qu'il reste de la gauche et qu'est ce que cela veut dire être de gauche ?

La globalisation et ses conséquences

Le nouveau nationalisme est aussi une conséquence de la globalisation qui, elle, est une conséquence du progrès technologique et de la pression démographique comme nous l'avons vu précédemment. Cette globalisation crée des gagnants et des perdants. Ce qu'il faudrait quand on a des gagnants et des perdants, c'est une politique de redistribution. Or celle-ci n'est pas possible avec le discours idéologique qui domine aujourd'hui. Cette situation alimente le nationalisme et le populisme comme l'idéologie des perdants.

Le néolibéralisme comme nouvelle idéologie dominante

A cela s'ajoute le néolibéralisme, une nouvelle idéologie dominante qui se définit comme différente du libéralisme classique. Je pense que la gauche, et notamment le Parti socialiste français, ont besoin de réfléchir sur le rapport entre socialisme et libéralisme. Traditionnellement, le libéralisme est le couple liberté et égalité. La fraternité est venue plus tard. L'idée du socialisme était de retenir l'aspect positif de liberté & égalité mais de préciser que l'égalité formelle juridique était insuffisante et qu'il fallait aussi une égalité matérielle, sans quoi la liberté perdait son sens pour les classes pauvres.

Le néolibéralisme, lui, a réduit le débat sur les seuls critères de liberté économique, en oubliant les aspects d'égalité formelle, juridique, etc. Avec cela, il a jeté le discrédit sur le postulat d'égalité sociale, mais aussi d'égalité politique. Ce rejet s'exprime par le nouveau nationalisme, nationalisme voulant dire qu'il n'y a pas d'égalité politique.

Une des conséquences de la mondialisation est l'augmentation des inégalités sociales. Nous le savons parfaitement.

Mais, moins reconnu, est le fait que c'est aussi une perte de démocratie en Europe. L'Etat est l'instrument par lequel la volonté des citoyens, politiquement égaux, s'exprime. Si on réduit le rôle de l'Etat, on réduit aussi la capacité des citoyens à s'exprimer et à faire des choix collectifs. Or, j'ai dit au début que la question n'est pas le marché ou l'Etat. La question est : qui décide sur les biens collectifs ? C'est là que la démocratie est au cœur d'un projet socialiste européen.

II- LES SORTIES DE LA CRISE

A- Les problèmes économiques ne peuvent pas être résolus par la seule politique économique

La politique économique est un bien public qui concerne tous les Européens ensemble, par exemple l'inflation, les taux d'intérêts, le taux de change, sont des biens publics partagés par tous les habitants de la Zone Euro. Les décisions politiques qui affectent ces biens, telles que la politique budgétaire sont donc du domaine européen et non pas national. L'argument similaire s'applique à la politique de concurrence, pour tous ces domaines il faut une politique de concurrence. Il faut donc une politique unifiée.

Par contre le modèle social n'est pas vraiment un bien public européen dans le sens où « tout le monde veut avoir la même chose, tout le monde est affecté de la même façon, mais ne s'implique pas ». C'est pour cela que nous observons la résistance du pluralisme des systèmes. On peut parfaitement trouver des articulations du système scandinave, du système conservateur continental et du système libéral à l'intérieur du grand marché et à l'intérieur d'une union monétaire. En définitive, le pluralisme est un des principes fondateurs de la construction européenne. Ce qui est important, c'est de trouver les moyens pour gérer les externalités, des comportements individuels, de gérer l'intérêt collectif et d'éviter que les intérêts individuels des uns nuisent aux autres. Or, il faut bien saisir cet aspect important des biens publics : les politiques nationales peuvent causer des désavantages pour tous leurs propriétaires ; cela veut nécessairement dire aussi pour tous les citoyens dont le gouvernement national cherche un avantage individuel. Quand Sarkozy résiste à la consolidation budgétaire, il évite de faire le choix des priorités de sa propre politique, mais les français en souffrent avec les autres européens tels que les allemands, italiens, hollandais... Quand Sarkozy enlève la clause d'une compétition libre et non faussée, car il voudrait la fausser en faveur des entreprises françaises, tous les européens en pâtissent, y compris les consommateurs et les employés français. Ce système ne peut pas durer.

Les effets du marché doivent être régulés à l'échelle européenne.

B- La nécessité des réformes institutionnelles

La réforme la plus importante, pour dépasser les dysfonctionnements de la gouvernance européenne, est une réforme politique : il faut une véritable **Union politique** qui empêche les gouvernements nationaux de faire du *free-riding*, qui dépasse les vetos nationaux et qui délègue les décisions collectives au niveau européen.

Autrement dit, pour être bien gérés, les biens publics européens ont besoin d'un gouvernement européen. Ils doivent être gérés au niveau européen car ils concernent tous les citoyens européens dans leur ensemble, alors que les biens publics nationaux ne concernent que les citoyens nationaux. Par conséquent, les biens publics nationaux restent sous l'entier contrôle des gouvernements nationaux. La seule chose à faire est d'ajouter un niveau additionnel par rapport à ce qui concerne tous les Européens collectivement. C'est-à-dire, seuls les biens publics européens

ont besoin d'un gouvernement européen, les autres politiques ne concernent que les administrations nationales qui veillent sur les intérêts de leurs citoyens nationaux.

La question de la démocratie.

Mais évidemment, une telle politique pose la question de la démocratie. A qui appartiennent les biens publics ? C'est la question sur laquelle les socialistes doivent réfléchir.

Appartiennent-ils aux citoyens ou aux Etats ? Qui est l'Etat, si ce n'est les fonctionnaires ? Qui décide, les citoyens ou les fonctionnaires ? Les gouvernements ou les bureaucraties ? Et qui décide à Bruxelles ? Qui décide dans le Conseil Européen ?

Je ne vois qu'une réponse cohérente : les citoyens européens sont les propriétaires de leurs biens collectifs ; ils chargent un gouvernement européen de gérer ces biens selon leurs préférences ; ce gouvernement doit leur rendre compte des décisions prises et par la suite se soumettre à un processus de réélection.

Les compétences d'un gouvernement européen

La première réforme institutionnelle nécessaire est de créer un gouvernement européen avec quelques compétences bien limitées qui concernent tous les pays européens. Le Premier ministre belge, Guy Verstadt, a fait une proposition intéressante où il propose un gouvernement européen pour certaines politiques européennes bien définies, telles que la politique macroéconomique, d'innovation technologique, la sécurité intérieure, l'immigration, la lutte contre le terrorisme, la diplomatie européenne et l'armée européenne. Avec cela, nous couvrons ce qui est du ressort de l'intérêt des Européens ensemble. Or la légitimité d'un tel gouvernement ne peut ressortir que du peuple européen.

Il faut en finir avec l'Europe des experts et des bureaucrates. Il faut donner aux citoyens la possibilité de choisir, de dire leur mot en dernière instance.

La sortie de la crise, c'est une union politique plus démocratique.

C-Volonté politique et Démocratie

On ne peut mettre en place une telle réforme institutionnelle sans une réelle volonté politique. Trouver cette volonté collective, c'est le jeu de la démocratie.

Un gouvernement européen tel que je le propose est-il réaliste ?

Certains disent que c'est utopiste. Je ne le pense pas parce qu'il y a nécessité. Je me sens même extrêmement conforté par l'effet du petit livre « Vive la République Européenne », que j'ai écrit pour le débat public en France et qui a eu un certain écho auprès des socialistes ici et ailleurs. Ce livre a maintenant été traduit en allemand et mes camarades du SPD l'ont trouvé plutôt convaincant.

Le nouveau programme fondamental du SPD, voté ce week-end au congrès de Hambourg, demande de renouer avec la proposition du programme du SPD de 1925 où il fut demandé la création des Etats-Unis de l'Europe ; aujourd'hui le SPD demande la création d'un gouvernement européen, élu par le Parlement Européen au suffrage universel, responsable devant les citoyens européens. Voilà ce que le SPD est capable de faire. Je sais qu'en France, nous sommes capables de le faire aussi.

Démocratie veut dire politisation

Les citoyens doivent avoir le droit de décider des grandes orientations politiques. Il doit y avoir un débat entre droite et gauche en Europe, sur ce qui est la préférence des uns et des autres. Il ne faut plus avoir cette grande unanimité des pro-européens contre les anti-européens. Il faut une délibération politique qui permette ainsi de trouver les préférences ensemble. Cela nécessite l'égalité politique, c'est-à-dire le suffrage universel à l'échelle européenne.

La politisation implique une concurrence politique au quotidien

Nous avons vu avec la directive Bolkenstein qu'il est parfaitement possible d'avoir ce genre de débat controversé.

Cela veut dire aussi qu'il faut réfléchir sur le rôle des partis politiques pour formuler l'offre politique ainsi que sur celui d'autres organisations comme les syndicats, les associations de citoyens pour formuler l'offre politique.

Une telle démocratie européenne a besoin d'une coalition de fondation

Qui seraient susceptibles de vouloir soutenir cela ? Ma réponse est qu'il faut une coalition des forces politiques de la modernité qui partagent les valeurs : liberté, égalité, solidarité. Ce sont évidemment la social-démocratie européenne, le libéralisme politique (et non le néolibéralisme économique) et enfin, peut-être aussi, la *christdemokratie* moderne.

Je dis cela parce qu'en Italie, nous avons un vrai problème avec le nouveau parti démocratique qui ne sait toujours pas s'il fera parti du Parti Socialiste Européen ou d'un autre groupement politique au Parlement Européen. Or, pour la création d'un gouvernement européen, capable de poursuivre une politique de gauche, il est impératif que le Parti Socialiste Européen devienne la première force de l'Europe et nous avons besoin de l'Italie pour réaliser cette œuvre.

Il est clair pourtant que les conservateurs, les réactionnaires, les nationalistes, les souverainistes sont ceux avec lesquels nous aurons du mal à travailler.

En conclusion,

Nous avons une crise en Europe, mais il faut voir en chaque crise, une opportunité.

Une Union politique plus Démocratique est la réponse aux problèmes qui se posent aujourd'hui en Europe.

Je l'ai appelé Union : « la République européenne » - mais l'idée de base est simple, elle est de Willy BRANDT qui disait : « elle nous appartient à tous cette Europe ».

Vive la République européenne !